

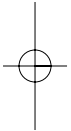
INTERNATIONAL TRIBUNAL FOR THE LAW OF THE SEA

REPORTS OF JUDGMENTS,  
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

**THE “JUNO TRADER” CASE**  
**(Saint Vincent and the Grenadines v. Guinea-Bissau)**  
**List of cases: No. 13**

**ORDER OF 1 DECEMBER 2004**

**2004**

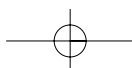
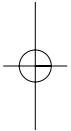


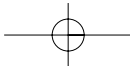
TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER

RECUEIL DES ARRÊTS,  
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

**AFFAIRE DU « JUNO TRADER »**  
**(Saint-Vincent-et-les Grenadines c. Guinée-Bissau)**  
**Rôle des affaires : No. 13**

**ORDONNANCE DU 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2004**





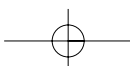
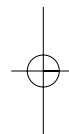
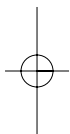
Official citation:

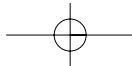
*“Juno Trader” (Saint Vincent and the Grenadines v. Guinea-Bissau),  
Order of 1 December 2004, ITLOS Reports 2004, p. 10*

-----

Mode officiel de citation :

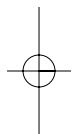
*« Juno Trader » (Saint-Vincent-et-les Grenadines c. Guinée-Bissau),  
ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2004, TIDM Recueil 2004, p. 10*



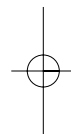


1 DECEMBER 2004  
ORDER

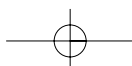
**THE “JUNO TRADER” CASE  
(SAINT VINCENT AND THE GRENADINES v. GUINEA-BISSAU)**



**AFFAIRE DU « JUNO TRADER »  
(SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES c. GUINÉE-BISSAU)**



1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2004  
ORDONNANCE



10

**TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER**

ANNÉE 2004

Le 1<sup>er</sup> décembre 2004

Rôle des affaires :  
No. 13

**AFFAIRE DU « JUNO TRADER »**

(SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES c. GUINÉE-BISSAU)

DEMANDE DE PROMPTE MAINLEVÉE

**ORDONNANCE**

*Présents :* M. NELSON, *Président*; MM. CAMINOS, MAROTTA RANGEL, YANKOV, YAMAMOTO, KOLODKIN, PARK, MENSAH, CHANDRASEKHARA RAO, AKL, ANDERSON, WOLFRUM, TREVES, MARSIT, NDIAYE, JESUS, XU, COT, LUCKY, *juges*; M. GAUTIER, *Greffier*.

Le Tribunal international du droit de la mer,

Ainsi composé,

Après délibéré en chambre du conseil,

Vu l'article 292 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ci-après dénommée la « Convention »),

11 « JUNO TRADER » (ORDONNANCE DU 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2004)

Vu l'article 69, paragraphe 1, du Règlement du Tribunal,

Vu la demande soumise, en vertu de l'article 292 de la Convention, au Tribunal au nom de Saint-Vincent-et-les Grenadines et déposée le 18 novembre 2004, relative à la prompte mainlevée de l'immobilisation du navire *Juno Trader* et la prompte libération de son équipage,

*Rend l'ordonnance suivante :*

Considérant que le Greffier, conformément à l'article 52, paragraphe 2, lettre a), et à l'article 111, paragraphe 4, du Règlement du Tribunal, a transmis une copie certifiée conforme de la demande au Gouvernement de Guinée-Bissau par une lettre datée du 18 novembre 2004,

Considérant que le Président du Tribunal, conformément à l'article 112, paragraphe 3, du Règlement du Tribunal, a fixé aux 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2004 les dates de l'audience,

Considérant que par lettre en date du 26 novembre 2004, l'agent de la Guinée-Bissau a demandé au Tribunal le report de l'audience ainsi qu'un report concomitant du délai prescrit pour la soumission de l'exposé en réponse, et considérant que le Greffier a transmis immédiatement copie de ladite lettre à l'agent de Saint-Vincent-et-les Grenadines,

Considérant que l'agent de Saint-Vincent-et-les Grenadines a, par lettre en date du 29 novembre 2004, présenté des observations au sujet de la demande de l'agent de Guinée-Bissau,

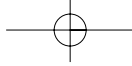
#### LE TRIBUNAL

Vu les circonstances particulières de l'espèce et ayant recueilli les vues des parties;

*Décide* de reporter la poursuite de la procédure orale au 6 décembre 2004;

*Prolonge* jusqu'au 2 décembre 2004, 10 heures, le délai pour le dépôt d'un exposé par la Guinée-Bissau;

*Prolonge* jusqu'au 6 décembre 2004, 10 heures, le délai pour le dépôt de tous documents supplémentaires;



12 « JUNO TRADER » (ORDONNANCE DU 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2004)

*Réserve la suite de la procédure.*

Fait en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, dans la Ville libre et hanséatique de Hambourg, le premier décembre deux mille quatre, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives du Tribunal et les autres seront transmis au Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines et au Gouvernement de Guinée-Bissau, respectivement.

Le Président,  
(Signé) L. Dolliver M. NELSON.

Le Greffier,  
(Signé) Philippe GAUTIER.

